



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°26 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : La Russie reconnaît officiellement le gouvernement taliban en Afghanistan ;
- ❖ **Bangladesh** : Dans une lettre au Pr. Yunus, D. Trump annonce des droits de douane supplémentaires de 35% pour le Bangladesh ;
- ❖ **Bhoutan** : Plan législatif du gouvernement pour l'exercice budgétaire 2025/26 ;
- ❖ **Inde** : Réduction du déficit commercial en mai 2025, malgré les tensions sur les marchés pétroliers ;
- ❖ **Maldives** : Emprunt de 600 MUSD pour remblaiement de l'île de Rasmale ;
- ❖ **Népal** : Indicateurs macroéconomiques à la mi-juin 2025 ;
- ❖ **Pakistan** : Niveau historique des transferts de migrants sur l'exercice budgétaire 2025 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Le FMI souligne l'importance de maintenir le processus de réforme.

À RETENIR

1%

Le taux de la taxe appliquée par les États-Unis sur les transferts d'argent effectués en espèces vers l'étranger

Afghanistan

La Russie reconnaît officiellement le gouvernement taliban en Afghanistan

Le 3 juillet dernier, la Russie a annoncé la reconnaissance officielle du gouvernement taliban en Afghanistan, marquant une nouvelle étape dans sa stratégie de normalisation des relations avec les autorités de facto à Kaboul. Cette décision s'inscrit dans la continuité du retrait des talibans de la liste des organisations terroristes par la Cour suprême russe, intervenu le 17 avril dernier.

Les autorités russes justifient cette reconnaissance par la nécessité de préserver la stabilité en Asie centrale et de renforcer la lutte contre le terrorisme. Toutefois, cette évolution diplomatique s'accompagne également d'ambitions sous-jacentes, notamment la volonté de limiter l'influence de puissances concurrentes telles que l'Inde, la Chine ou la Turquie, tout en accédant aux ressources minières afghanes (lithium, cuivre, fer).

Du côté du gouvernement intérimaire afghan, cette reconnaissance est perçue comme un signal fort de coopération bilatérale, ouvrant la voie à de nouvelles perspectives économiques, mais aussi à un rapprochement en matière de défense. En revanche, au sein de la population afghane, l'accueil est plus réservé, dans un contexte où la liberté d'expression reste sévèrement restreinte.

Pour mémoire, la Russie avait été l'un des premiers pays à maintenir une présence officielle à Kaboul après la prise de pouvoir des talibans, en y ouvrant un bureau de représentation commerciale. Elle avait également exprimé son intention de faire de l'Afghanistan un point de transit stratégique pour l'approvisionnement en gaz à destination de l'Asie du Sud-Est.

Bangladesh

Dans une lettre adressée à Pr. Yunus, D. Trump annonce des droits de douane supplémentaires de 35% pour le Bangladesh

Dans une lettre adressée au conseiller en chef, le président américain a annoncé que le Bangladesh verra finalement appliquer une hausse des droits de douane de 35% à partir du 1^{er} août, contre 37% initialement évoqué. Cette annonce s'avère difficile à recevoir pour les autorités qui espéraient un traitement plus favorable eu égard le statut de 'Pays les Moins Avancés' (PMA) du Bangladesh.

Toutefois, le gouvernement intérimaire espère toujours conclure un accord avec le Bureau du Représentant au Commerce (USTR), avec lequel une nouvelle session de négociations a eu lieu le 9 juillet dernier en présence du conseiller en charge du commerce.

Si cette décision se confirme, la filière de confection textile qui représente la quasi-intégralité des 9 Mds USD d'exportations vers les Etats-Unis serait l'une des plus touchées par la mesure.

En outre, son principal concurrent, le Vietnam, a dans le même temps obtenu un accord lui permettant de négocier un taux à seulement 20%.

D'après les éléments révélés dans la presse, les Etats-Unis auraient demandé un meilleur accès au marché bangladais sur une certaines gammes de produits tels les équipements militaires, les aéronefs civils, le gaz naturel liquéfié (GNL), le blé, les produits agricoles et le coton. Le Secrétaire au Commerce bangladais aurait souligné que le Bangladesh avait déjà commencé à augmenter ses importations de blé, de coton et de GNL en provenance des États-Unis, et qu'il prévoyait également d'acheter des avions.

L'inflation poursuit sa décrue, malgré la hausse continue des prix

L'inflation, restée à des niveaux historiquement hauts autour de 10% depuis près de trois ans, continue de diminuer d'après les statistiques officielles. L'inflation aurait atteint 8,5% en glissement annuel en juin 2025, soit un plus bas depuis juillet 2022. Cette baisse, par rapport aux 9,1 % en g.a. enregistrés en mai, est attribuée à la diminution des prix dans la catégorie alimentaire.

En effet, l'inflation alimentaire a chuté à 7,4 % en g.a., en recul de 1,2 point par rapport au mois précédent, tandis que l'inflation non alimentaire a légèrement diminué mais reste plus élevé à 9,4 % en g.a. Malgré cette amélioration, l'objectif initial de maintenir une inflation moyenne à 6,5 % pour l'exercice budgétaire 2024-25 n'a pas été atteint, cet indicateur s'établissant à 10,0%.

L'inflation est usuellement mesurée en glissement annuel, c'est-à-dire en comparant le prix du panier moyen de juin 2025 par rapport à juin 2024. Cette baisse de l'inflation indique que les prix ont progressé moins rapidement sur un an en juin qu'en mai. Notons que l'Aïd al-Adha avait eu lieu mi-juin en 2024 contre tout début juin en 2025, une période habituellement propice aux prix plus élevés qui a contribué à réduire l'inflation en juin par rapport à mai.

Les prix ont dans le même temps continué à augmenter en glissement mensuel avec une hausse de 0,6%.

Les exportations en hausse de 8,6% en g.a. en 2024-25 ; les importations ont augmenté de 7,7%

Au cours de l'exercice budgétaire 2024-25, les exportations de biens ont atteint un montant de 48,3 Mds USD, marquant une croissance annuelle de 8,6%, principalement portée par le secteur du prêt-à-porter (RMG), qui a généré 81% des recettes totales.

Toutefois, le mois de juin a enregistré une baisse de 7,6 % des exportations sur un an, en raison de facteurs comme les congés prolongés de l'Aïd, des perturbations dans les ports lors d'une grève des agents des douanes et une baisse de la demande sur certains marchés comme les États-Unis.

D'autres secteurs comme le cuir, le plastique, les produits agricoles et les produits de la mer ont connu une croissance modérée, bien que certains aient souffert de défis structurels tels que le coût élevé des intrants, les frais de transport, et la réduction des subventions publiques.

Parallèlement, les importations ont également connu une hausse, indiquant un desserrement des contraintes initialement mis en place par manque de devise étrangère. Les importations se sont élevées à 71,1 Mds USD contre des règlements à hauteur de 66,0 Mds USD l'année passée soit une hausse de 7,7% sur un an.

La collecte fiscale de 2024-25 n'atteint que 80% de la cible révisée

En 2024-25, le National Bureau of Revenue (NBR) a enregistré un important déficit de recettes, avec une collecte d'environ 3682 Mds Tk contre un objectif révisé de 4635 Mds Tk et un objectif initial de 4800 Mds Tk, n'atteignant ainsi que 80% de la cible révisée à la mi-année.

Ce résultat, bien que représentant une légère croissance d'environ 2 % par rapport à l'année précédente, est bien en deçà des attentes, en particulier dans le cadre du programme du FMI qui cherche à augmenter les ressources par 0,5% de PIB par an.

Cette contre-performance est attribuée à une combinaison de facteurs, notamment le ralentissement économique, l'instabilité politique marquée par le mouvement de l'été dernier, ainsi que les grèves et mouvements de protestation internes au sein même du NBR.

Bhoutan

Plan législatif du gouvernement pour l'exercice budgétaire 2025-26

Le gouvernement bhoutanais a présenté un programme législatif ambitieux pour l'exercice 2025–26, visant à moderniser les cadres institutionnels et à soutenir la relance économique. Dans une logique expansionniste, le projet de loi budgétaire prévoit des dépenses de 1,4 Md USD, marquant une forte progression par rapport à l'exercice précédent.

Plusieurs textes clés seront soumis, notamment la révision de la loi sur les douanes et celle sur les taxes à la consommation, afin d'améliorer l'efficacité des recettes fiscales et de faciliter le commerce transfrontalier. Le renouvellement de l'accord de commerce avec l'Inde figure également à l'agenda, dans l'objectif de consolider les exportations vers ce partenaire stratégique. En parallèle, une nouvelle loi encadrant les entreprises publiques est attendue, avec pour ambition de renforcer leur gouvernance et leur performance.

Inde

Le NIIF sur le point d'établir une première clôture à 700 M USD pour son fonds à destination du secteur privé

Le National Investment and Infrastructure Fund (NIIF), véhicule d'investissement quasi-souverain soutenu par le gouvernement indien, est sur le point de finaliser la première clôture de son fonds "Private Markets Fund II", pour un montant d'environ 700 M USD, sur une taille cible d'un milliard de dollars. Cette première levée dépasse celle du fonds précédent, PMF I, qui avait atteint 600 M USD.

Parmi les principaux engagements récents, la New Development Bank (NDB) – la banque de développement des BRICS – a annoncé cette semaine un investissement de 100 millions de dollars, tandis que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) a confirmé une participation de 125 M USD en mai dernier. L'État indien reste l'investisseur de référence, avec une part de 49% du capital total.

Le fonds vise à investir majoritairement dans une quinzaine de fonds de private equity et de capital-risque, tout en conservant une capacité pour des investissements directs en

entreprises. Environ 75 % du capital sera alloué à des participations indirectes via d'autres fonds, et le solde (25 %) sera dédié à des opérations directes.

À ce jour, le NIIF gère plus de 4,9 Mds USD d'engagements en fonds propres répartis sur quatre véhicules : Master Fund I, Private Markets Fund, Strategic Opportunities Fund, et India-Japan Fund.

Un nouveau fonds, le Master Fund II, est actuellement en cours de levée avec une taille cible de 4 milliards de dollars. Parmi les investisseurs actuels du NIIF figurent notamment : ADIA, Temasek, Australian Super, OTPP, CPPIB, AIIB, ADB, NDB et JBIC.

Entrée en vigueur d'une taxe d'1% sur les transferts de migrants aux Etats-Unis

La « One Big Beautiful Bill » approuvée aux États-Unis impose désormais une taxe de 1 % sur les transferts d'argent effectués en espèces depuis les États-Unis vers l'étranger, y compris l'Inde, à partir du 1^{er} janvier 2026. Sont concernés les remises en espèces, mandats, chèques de caisse ou instruments similaires. À noter, que les citoyens américains seront exemptés.

Avec une diaspora près de 5 millions d'indiens aux Etats-Unis, on estime que cette taxe entraînera une baisse de 1,6% des volumes de transfert de fonds formels, correspondant à un manque à gagner de près de 500 M US pour l'Inde. De son côté, le gouvernement américain observa une rentrée de près de 4,5 Mds USD.

Une sortie de capitaux vers des circuits informels – *hawala network* - est attendu, les expatriés cherchant des moyens d'éviter cette taxe de 1%. Aussi, cela pourra exercer une pression sur la roupie, rallongeant l'intervention de la RBI.

Pour rappel, l'Inde est le premier récipiendaire de transferts de migrants au monde, avec un montant de 135,4 Mds USD en 2024-25, soit près de 3% du PIB, dont près de 28% provient des Etats-Unis (32 Mds USD).

Par conséquent, cette mesure fiscale pourrait avoir des conséquences pour les foyers indiens dépendant de ces transferts, notamment au sein de leurs dépenses non-compressibles telles que l'éducation, la santé et la consommation de manière générale. Toutefois, les transferts de fonds ne sont pas uniquement liés aux questions de consommation pour les ménages, et constituent un pilier de l'économie à part entière en Inde.

En 2024-25, non seulement le volume envoyé par la diaspora a permis de couvrir l'entièreté de la facture du déficit commercial de biens et services d'un montant de 98,4 Mds USD, mais a laissé également un excédent permettant d'équilibrer la balance des paiements et de stabiliser la roupie face à de plus fortes dépréciation.

Toutefois, les experts suggèrent que l'Inde pourrait atténuer l'impact de la taxe sur les envois de fonds en encourageant l'utilisation de canaux numériques exemptés de taxe et en s'associant avec des fintechs et des banques afin d'offrir des options de transfert peu coûteuses.

NITI Aayog annonce l'élaboration d'un modèle harmonisé de promotion des investissements directs étrangers (IDE) à destination des États fédérés

Le 10 juillet dernier, la NITI Aayog a annoncé la préparation d'un modèle de promotion des IDE destiné aux États indiens. Cette initiative vise à renforcer leur attractivité et à améliorer leur préparation à l'investissement, en alignant les réformes locales sur les meilleures pratiques nationales et en simplifiant les procédures pour les investisseurs.

Lors d'un atelier réunissant des représentants des États, de l'administration centrale et du secteur privé, sept axes de réforme ont été discutés : la dépénalisation des législations existantes, la dérégulation et la réduction des charges de conformité, la mise en œuvre du Business Reform Action Plan (BRAP), le développement des infrastructures industrielles, l'établissement de guichets uniques entièrement digitalisés, des réformes financières et fiscales, et enfin, des stratégies de promotion de l'investissement plus cohérentes et efficaces.

Les participants ont souligné que la confiance des investisseurs reposait non seulement sur la facilité d'entrée sur le marché, mais également sur un accompagnement post-implantation de qualité. Ils ont insisté sur la nécessité de procédures claires de résolution des litiges, d'une stabilité politique durable, ainsi que d'une coordination interdépartementale efficace.

Enfin, ils ont mis en avant l'importance d'un positionnement fort des États en matière d'attractivité, soutenu par des efforts de promotion cohérente à l'échelle nationale et internationale, notamment en s'appuyant sur les chambres de commerce et les représentations diplomatiques indiennes à l'étranger.

Maldives

Emprunt de 600 MUSD contracté pour les travaux de remblaiement de l'île de Rasmale

Le gouvernement maldivien a décidé de contracter un emprunt de 600 M USD via trois entreprises publiques pour financer le remblaiement de la lagune de Fushidhiggaru. 300 MUSD seront contractés par la Greater Malé Financial District Limited, 200 MUSD par la Maldives Airports Company Limited et 100 MUSD par la State Trading Organization. Les travaux sont actuellement réalisés par l'entreprise indienne Mohan Mutha Exports (MME) et la China Railway Construction Corporation (CRCC).

Népal

Indicateurs macroéconomiques à la mi-juin 2025

L'indice des prix à la consommation (IPC) s'est établi à 2,72% à la mi-juin 2025, contre 4,17% à la même période l'année précédente, indiquant une nette décélération des pressions inflationnistes. Cette évolution s'explique principalement par un fort ralentissement de l'inflation des produits alimentaires et des boissons, qui n'a progressé que de 0,54%, contre 5,85% un an plus tôt.

Sur le plan extérieur, au cours des onze premiers mois de l'exercice 2024-25, les exportations de marchandises ont fortement augmenté de 77,8%, atteignant environ 1,9 Md USD contrastant avec une baisse de 3% enregistrée sur la même période l'année précédente. Cette hausse est principalement tirée par les exportations vers l'Inde (+112,6%), tandis que celles vers la Chine (+3%) et les autres pays (+4,4%) ont progressé plus modestement. Simultanément, les importations de marchandises ont progressé de 13,1%, atteignant environ 12,4 Mds USD, après une baisse de 1,8% durant la période comparable de l'année précédente.

Dans ce contexte, le déficit commercial s'est creusé de 6,3%, atteignant environ 10,5 Mds USD sur les onze mois observés, contre une baisse de 1,7% à la même période de l'exercice

précédent. Cette détérioration du solde commercial, malgré un rebond significatif des exportations, reflète la forte dépendance structurelle du Népal aux importations de biens intermédiaires et de consommation.

Déséquilibres du système financier népalais et priorités pour la politique monétaire 2025-26

A l'approche de la publication de la prochaine politique monétaire, plusieurs économistes et anciens responsables publics s'inquiètent des déséquilibres persistants dans le système financier népalais. Ils appellent à une réforme en profondeur des politiques budgétaires et monétaires.

La Banque centrale (Nepal Rastra Bank) est critiquée pour ne pas avoir suffisamment encadré les banques, qui ont concentré une grande partie de leurs prêts dans le secteur immobilier, au lieu de soutenir des secteurs plus productifs comme les petites entreprises ou l'agriculture.

A cela s'ajoutent des problèmes de gouvernance : des données bancaires peu fiables, une mauvaise gestion des transferts de fonds envoyés par les expatriés, et une forte influence politique sur les institutions économiques. Enfin, la politique de fusion des banques, censée les rendre plus solides, a réduit le nombre d'établissements capables de financer les petites entreprises, pourtant cruciales pour la croissance et l'emploi.

Pakistan

Niveau historique des transferts de migrants sur l'exercice budgétaire 2025

Au cours de l'exercice budgétaire 2025 (juillet 2024 – juin 2025), les transferts envoyés par les travailleurs expatriés ont atteint un niveau record de 38,3 Mds USD, en hausse de 27 % en glissement annuel, selon les données publiées par la Banque centrale (State Bank of Pakistan - SBP).

Cette progression s'inscrit dans une tendance haussière continue tout au long de l'année, malgré un repli de 8 % en glissement mensuel observé en juin. Les projections pour l'exercice 2026 tablent sur la poursuite de cette dynamique, avec un volume attendu de 39,3 Mds USD (+3 % en glissement annuel).

La hausse est notamment portée par une accélération des envois en provenance des pays du Golfe, avec une progression de 26 % des transferts depuis l'Arabie saoudite (9,3 Mds USD) et de 41 % depuis les Émirats arabes unis (7,8 Mds USD). En revanche, les flux en provenance des États-Unis ont reculé de 13 % sur un an. Ce niveau inédit de transferts s'explique également par la stabilité relative du taux de change et par les incitations mises en place par la Banque centrale pour encourager le recours aux circuits formels, notamment à travers l'initiative Pakistan Remittance Initiative, au détriment des canaux informels de type Hawala/Hundi.

Adoption du Virtual Assets Act 2025 et annonce d'un projet pilote de monnaie numérique de Banque centrale (CBDC)

Le gouverneur de la Banque centrale du Pakistan a annoncé le lancement d'un projet pilote de monnaie numérique de Banque centrale (CBDC), dans le cadre d'une stratégie plus large de digitalisation de l'économie et de renforcement de l'inclusion financière. Cette initiative s'inscrit dans les efforts du pays pour moderniser ses infrastructures financières, accroître l'efficacité des paiements et renforcer la traçabilité des flux.

Parallèlement, le Pakistan a adopté le Virtual Assets Act 2025, qui établit un cadre réglementaire structuré pour le développement des actifs numériques. Ce texte prévoit la création d'une autorité de régulation chargée de délivrer des licences aux prestataires de services en crypto-actifs, de superviser le respect des normes internationales, notamment celles relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML-FT) du GAFI, et de gérer un environnement expérimental (« sandbox ») destiné à tester les innovations financières. Le cadre comprend également des dispositions visant à assurer la conformité à la finance islamique pour certaines offres, afin de garantir leur acceptabilité dans le système bancaire local.

Roadshow du ministère des Finances en Chine en vue de l'émission d'un Panda Bond

Une délégation du ministère des Finances s'est rendue en Chine du 7 au 11 juillet pour une série de rencontres avec des investisseurs en vue de la première émission d'un Panda Bond, un emprunt libellé en yuan sur le marché obligataire chinois. Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de diversification des sources de financement, visant à accéder à l'importante liquidité des investisseurs chinois tout en réduisant la dépendance aux emprunts en dollars.

Ce roadshow avait pour objet de présenter l'état de l'économie pakistanaise, les réformes en cours en matière de gestion de la dette, ainsi que des échanges techniques sur la structure envisagée pour l'émission obligataire. Le volume prévu de cette première émission se situe entre 200 et 300 M USD, avec la perspective d'un appui sous forme de garanties apportées par des partenaires multilatéraux, dont l'AiIB.

La roupie pakistanaise enregistre son plus bas niveau depuis 19 mois face au dollar (284,22 PKR pour 1 USD)

La roupie pakistanaise (PKR) est tombée cette semaine à son plus bas niveau depuis 19 mois face au dollar sur le marché interbancaire, clôturant à 284,22 PKR pour 1 USD. Il s'agit d'une baisse tendancielle, alimentée par une demande soutenue en devises étrangères, notamment liée à la reprise des importations observée au cours des derniers mois.

Plusieurs analystes estiment que le taux pourrait franchir le seuil des 290 PKR par dollar au cours de l'exercice 2025-26, dans un contexte de dégradation du déficit commercial et de reprise progressive de la demande intérieure.

Privatisation de Pakistan International Airlines – quatre candidats pré-qualifiés

Quatre candidats se sont préqualifiés dans le cadre de la privatisation de la compagnie aérienne nationale Pakistan International Airlines (PIA) : deux consortiums – l'un formé par Lucky Cement, Hub Power Holdings, Kohat Cement et Metro Ventures, l'autre dirigé par Arif Habib Corp avec Fatima Fertilizer, The City School et Lake City Holdings – ainsi que Fauji Fertilizer Company, filiale du fonds de pension de l'armée de terre Fauji Foundation, et la compagnie aérienne privée AirBlue. Ces groupes vont désormais entamer une phase de due diligence sur une période de deux à deux mois et demi, en vue d'un appel d'offres final attendu au quatrième trimestre 2025.

Sri Lanka

Le FMI souligne l'importance de maintenir le processus de réforme

Le communiqué publié par le FMI à l'occasion de la quatrième revue du programme en cours (cf. brèves de la semaine du 4 juillet), souligne les bons résultats enregistrés par le Sri Lanka et le respect de tous les objectifs quantitatifs, à l'exception des arriérés de dépenses.

Le FMI souligne que les réformes engagées portent leurs fruits et que la restructuration de la dette soit presque achevée. Le fonds engage en parallèle le Sri Lanka à poursuivre la mobilisation des recettes fiscales, maintenir une tarification de l'électricité couvrant les coûts, finaliser rapidement les accords de restructuration de dette restants, renforcer la stabilité financière, notamment via la réforme des banques publiques et le traitement des créances douteuses, accroître la flexibilité du taux de change et réduire les contrôles administratifs et enfin, poursuivre les réformes structurelles pour stimuler les exportations et la croissance.

Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec la Hongrie

Le Sri Lanka a franchi une nouvelle étape clé dans son processus de restructuration de sa dette extérieure en signant un accord bilatéral avec la Hungarian Export Credit Insurance PLC pour rééchelonner les prêts en cours d'une valeur d'environ 30 MEUR. Cet accord fait suite à ceux déjà conclus avec la Chine, le Japon, l'Inde et la France.

La Reserve Bank of India propose de soutenir à nouveau le Sri Lanka

Selon la presse sri lankaise, la RBI aurait offert à la Banque centrale du Sri Lanka de reporter les remboursements dus dans le cadre de l'accord de swap spécial de 2,6 Mds USD conclus entre les deux établissements fin 2023, ainsi qu'une réduction du taux d'intérêt. Cette déclaration a été faite lors de la visite récente d'une délégation de la RBI à Colombo.

Le Sri Lanka frappé par des tarifs douaniers américains de 30%

Dans un courrier adressé au Président sri lankais, le Président américain a annoncé que des droits de douane de 30% seraient prélevés à partir du 1^{er} août 2025 sur les importations de produits sri lankais aux Etats-Unis.

Si les conséquences de cette décision pour l'économie sri lankaise sont difficiles à estimer, elle renforce sensiblement les incertitudes sur le commerce extérieur du Sri Lanka.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr